Master 2 Droit social interne, européen et international

Parcours de la mention Droit social

PERSONNES CONCERNÉES ET PRÉ-REQUIS

Être titulaire d'un Master 1 Droit ou AES ou d'un diplôme équivalent ; Master 1 Droit social.
Les personnes qui ne sont pas titulaires des diplômes demandés mais qui peuvent justifier d'acquis personnels et professionnels équivalents peuvent candidater en mettant en avant ces acquis dans le dossier de candidature.
Pré-requis : Avoir de solides connaissances de Droit social et la maîtrise d'au moins une langue étrangère attestée par un certificat d'aptitude ou un séjour à l'étranger.

MODALITÉS D'ADMISSION

Les candidatures se font en avril par le biais du site https://ecandidat.unistra.fr

POINTS FORTS DE LA FORMATION

> **Formation en alternance (apprentissage / contrat de professionnalisation)**
> **Equipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs et de nombreux professionnels (avocats, magistrats, responsables des ressources humaines, cadres d'entreprise, syndicalistes, représentants des organisations patronales, experts-comptables, médecins du travail...)**
> **Renforce, chez les apprenants, leur qualité d'analyse et de synthèse des textes, de la jurisprudence et de la doctrine se rapportant au droit social et aux disciplines juridiques connexes (droit des obligations, droit des affaires, droit de la concurrence, droit de la santé, droit européen, droit international privé, droit pénal)**
> **Débouchés pour les diplômés de la voie professionnelle : service juridique d'une entreprise, d'une administration, d'un syndicat, d'un cabinet d'avocat, d'audit ou d'experts comptables, service de relations sociales**
> **Débouchés pour les diplômés de la voie recherche : poursuite en thèse en droit social ; juriste-chercheur/se, formateur/trice, rédacteur/trice en éditions juridiques**

COMPÉTENCES À L'ISSUE DE LA FORMATION

> Gérer les problématiques juridiques complexes relatives aux relations de travail : relations individuelles et collectives, protection sociale (légale, conventionnelle et d'entreprise)
> Rédiger un contrat de travail, des clauses particulières, des modalités de rupture, gérer la mobilité...
> Gérer les élections professionnelles
> Assurer le fonctionnement des institutions représentatives du personnel
> Conduire des négociations collectives
> Gérer les contentieux
> Communiquer, conseiller, animer des réunions, piloter des groupes de travail

PROGRAMME

UE1 : Droits sociaux fondamentaux : Cadre général des droits fondamentaux ; Droit de la santé au travail ; Temps de travail
UE2 : Environnement européen et international : Droit du travail européen ; Droit du travail et mondialisation ; Droit des restructurations
UE3 : Protection sociale et épargne d'entreprise : Protection sociale interne ; Mobilité et protection sociale de l'UE
UE 4 : Relations collectives : Droit syndical et représentation du personnel ; Négociation collective
UE5 : Relations individuelles de travail : Ingénierie du contrat ; La rémunération ; Contentieux
UE6 : Insertion professionnelle : Langues ; Méthodologie ; Entretien d'embauche, Techniques d'expression orale
UE7 : Rapport d'apprentissage, mémoire de recherche
UE8 : Séminaire international du droit du travail EWL (obligatoire pour les étudiants qui rédigent un mémoire)

MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Les méthodes pédagogiques employées sont variées et principalement interactives : traitement de cas pratiques, jeu de rôle en matière de négociation collective, plaidoiries, projets en équipe, séminaires et témoignages de professionnels, participation à la journée d'actualités de droit social, utilisation de bases de données juridiques et d'outils multimédia...

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Les modalités d'évaluation et de contrôle des connaissances figurent sur le site https://droit.unistra.fr

ORGANISATION- DÉROULEMENT

La formation débute par une immersion en entreprise. Cette période est suivie d'une période de formation d'un mois à temps plein. Au-delà de cette date, la formation se poursuit selon une alternance 3 semaines en entreprise / 1 semaine en formation. Ce rythme doit permettre aux apprenants de s'intégrer pleinement en entreprise.

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES

Mme Morane KEIM-BAGOT, Professeur de droit privé et de sciences criminelles - Université de Strasbourg
M. François DUQUESNE, Professeur de droit privé et de sciences criminelles - Université de Strasbourg

DIPLÔME D'ETAT EN ALTERNANCE

Durée : 417 heures de cours en présentiel

En 2023/24

Référence : MSM23-0699A
du 18 septembre 2023
au 04 septembre 2024

Tarif

4400 €

Lieu

Faculté de Droit, de Sciences politiques et de gestion
1 Place d'Athènes
BP 66
67045 Strasbourg Cedex

Renseignements et inscriptions

Muriel SCHITTENHELM
Tél : 03 68 85 49 88
mschittenhelm@unistra.fr

Nature et sanction de la formation

Cette formation constitue une action d'adaptation et de développement des compétences. Elle permet l'obtention d'un diplôme inscrit au RNCP ***(code 31493)*** *sous réserve de satisfaire aux modalités d'évaluation des connaissances et des compétences qui sont portées à la connaissance des stagiaires. La formation donne également lieu à la délivrance d'une attestation de participation.*

Une évaluation en fin de formation permet de mesurer la satisfaction des stagiaires ainsi que l'atteinte des objectifs de formation (connaissances, compétences, adhésion, confiance) selon les niveaux 1 et 2 du modèle d'évaluation de l'efficacité des formations Kirkpatrick.